

**Union européenne - Conseil**  
**«Transports, télécommunications et**  
**énergie» - Déclaration de Mme**  
**Brune Poirson, secrétaire d'État**  
**auprès du ministre de la transition**  
**écologique et solidaire, à son arrivée**  
**au Conseil**  
(Bruxelles, 18 décembre 2017)

Bonjour Monsieur. Aujourd'hui, c'est une journée absolument essentielle. Parce que, malheureusement, à l'échelle mondiale, nous sommes sur une trajectoire qui est bien en-deçà des objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre de l'Accord de Paris et des engagements que collectivement nous avons pris. C'est pour cela que l'Europe a une responsabilité absolument particulière et essentielle. Elle se doit d'être la plus ambitieuse possible. Et c'est ce que nous avons fait en fixant des objectifs ambitieux, notamment en matière d'énergies renouvelables. Mais si nous voulons atteindre ces objectifs-là, il est essentiel que nous prenions nos responsabilités en nous donnant les moyens de les atteindre. Comment ? De plusieurs façons :

En ce qui concerne les énergies renouvelables, nous pensons qu'il faut que nous nous dotions d'étapes clés entre maintenant et 2030 de façon à ce que nous ne nous réveillions pas quelques années avant 2030 en nous apercevant que nous sommes sur le point de rater nos objectifs. C'est pour cela que la France défend des étapes clés ;

S'agissant des objectifs à atteindre en matière de réduction des émissions à effet de serre, nous voulons limiter les émissions de CO2 notamment des centrales à charbon. C'est pour cette raison que nous serons, aussi, extrêmement ambitieux sur cette question.

Q - Allez-vous soutenir un objectif des énergies renouvelables au-delà des 27% qui est un consensus largement dépassé ?

R - C'est un consensus sur lequel nous nous sommes mis d'accord il y a quelques temps. Ce qui compte maintenant surtout, encore une fois, on peut se fixer des objectifs très ambitieux et c'est ce que nous faisons et c'est indispensable. Mais ce qu'il faut surtout c'est se donner les moyens de les atteindre. Parce que sinon, on va se réveiller au dernier moment et, de façon concrète, on ne sera pas sur une bonne trajectoire.

Nous sommes à 28 et ce que nous allons faire, c'est continuer à négocier. Ce qui compte, c'est de se fixer trois étapes clés et c'est ce que nous allons défendre de façon à atteindre ces objectifs-là. Et de même en ce qui concerne les mécanismes de capacité. Nous ne voulons pas que les contribuables européens se retrouvent indirectement à financer des centrales qui soient très émettrices de CO2. C'est pour cela que là-dessus aussi, nous serons ambitieux. Nous ne

voulons pas nous retrouver dans cette situation-là. Vous l'avez compris, la France arrive ici ambitieuse, en cohérence avec les objectifs que nous nous fixons au niveau national, aussi bien dans le plan climat mais vous l'avez vu aussi avec le One Planet Summit. Le président l'a encore rappelé hier, plus que jamais il y a urgence à agir et à surtout se donner le moyen de nos ambitions.

Q - Sur la régulation des prix de l'électricité, la France est-elle disposée à être ouverte ? Tout le monde s'accorde à Bruxelles à dire qu'il faut se débarrasser de ces tarifs réglementés.

R - Nous ne pensons pas qu'il faille se débarrasser de ces tarifs réglementés. Il est essentiel de protéger l'ensemble des consommateurs et notamment des petits consommateurs européens et c'est pour cela que la France est en faveur du maintien des tarifs réglementés qui n'empêchent pas par ailleurs l'émergence de tarifs de marchés. Cela n'est pas contradictoire.

Q - Sur le marché de gros, vous y êtes favorable ?

R - Nous en parlerons tout à l'heure./.